



NS GROUPE

Votre gestion financière sur-mesure

JUILLET 2024

Rédaction achevée le 4 juillet 2024

Notre newsletter trimestrielle

Les principaux indices des marchés actions progressent au cours du mois de juin.

En ce début de troisième trimestre de l'année 2024, le **CAC 40** qui maintenait jusqu'ici sa hausse avec un cours à **8.130,05** le 2 avril, affiche une baisse de **-7,5 %** sur trois mois en date du 2 juillet 2024, il est à **7.538,29**. Cependant l'indice est stable à **1,2 %** sur l'année. Il en est de même concernant l'**EUROSTOXX 50**. Pour rappel, au 2 avril son cours était communiqué à **5.042**, tandis qu'il est à **4.906,33** au début du mois de juillet, soit une trajectoire en hausse sur six mois (+9,7 % avec un cours à 4.512,81 le 2 janvier 2024) ainsi que sur l'année à **+11,6 %**.

Les indices **DOW JONES IND** et **S&P 500** continuent de maintenir leurs hausses, affichant leurs cours respectivement à **39.331,85** et **5.509,01** le 2 juillet 2024. Ce qui démontre une stabilité sur le trimestre de **0,5 %** pour le **DOW JONES IND** et une hausse de **5,7 %** pour le **S&P 500**. Le **S&P 500** est toujours largement soutenu par **Nvidia** même si l'on remarquera que toutes les sociétés liées à l'intelligence artificielle ne se comportent pas aussi bien (cf. Dell).

Quant au **NASDAQ**, il préserve sa hausse avec **24,2 %** durant ces six derniers mois à **16.240,45** le 2 avril et **14.765,94** le 2 janvier, il est à **18.020,76** en date du 2 juillet 2024. Le **BRENT** qui affichait une hausse trimestrielle lors de notre dernière newsletter (+13,6 % au 2 avril), reste stable sur six mois à **+11,1 %**, mais affiche une légère baisse de **-3,5 %** sur le trimestre avec un cours à **86,24** au début du mois de juillet.

Concernant les matières premières, l'**or** exprime toujours une hausse de **+20,9 %** sur l'année et la soutient à **1,7 %** sur les trois derniers mois (cours à 2.261 le 2 avril 2024) avec un cours à **2.333,40** le 2 juillet 2024. Le **blé**, déjà en baisse lors de notre newsletter du mois d'avril, tente de maintenir sa trajectoire à **+1 %** sur le trimestre, son cours étant de **561,50** en juillet contre **545,25** en avril.

L'écart de rendement entre le **10 ans français** et le **10 ans allemand** s'établit à **0.47 %** toujours bien en deçà de son niveau lors de la crise de l'euro (+1.29 % en avril 2012). Le **10 ans français** s'affiche à **+3,32 %** et le **10 ans allemand** à **+2,60 %**. Les taux longs à dix ans **US** et **UK** sont également en légère hausse sur le trimestre, respectivement à **+4,43 %** et **+4,25 %**.

Les taux **italiens**, **espagnol** et **portugais** suivent la même trajectoire, respectivement à **+4,05 %**, **+3,44 %** et **+3,26 %** en date du 2 juillet 2024.

Le marché chinois, après un très beau rebond sur ses plus bas de fin janvier dernier cède un peu de terrain dans la seconde partie du mois de mai sous l'effet de prises de bénéfices.

Le marché indien est quant à lui à peu près stable en attendant le résultat des élections pour lesquelles **N. MODI** est toujours favori.

On notera également le rebond de la couronne norvégienne (+5.89 %) sur le mois de mai et l'absence de réaction des taux français à la dégradation de la note de notre pays par Standard and Poor de **AA** à **AA-** justifiée par l'accumulation des déficits publics et par l'envolée de notre dette.

Cette année d'élections est mouvementée dans bien des pays.

Aux Etats-Unis, l'état de **J. BIDEN** inquiète certains donateurs et sympathisants, surtout depuis le débat du 27 juin contre **D. TRUMP**. C'est d'ailleurs ce dernier qui se trouve en tête des sondages quant à l'élection qui aura lieu au mois de novembre. En effet certains comportements du président américain de 81 ans paraissent confus depuis quelques temps.

Au Mexique, **Claudia SCHEINBAUM** a remporté les élections présidentielles succédant au président **A M. LOPEZ OBRADOR** du même parti. Celui-ci a enregistré des succès économiques remarquables puisque de 2018 à 2024, 5.1 millions de mexicains sont sortis de la pauvreté, en grande partie grâce au doublement du salaire minimum dont la progression a largement excédé celle de l'inflation. Alors que cette élection ne devrait pas se traduire par une rupture avec la politique menée ces dernières années, le projet de réforme judiciaire de la nouvelle présidente, prévoyant que les juges soient élus, inquiète les investisseurs. Les partisans de cette réforme mettent en avant le niveau élevé de corruption des juges. Les opposants craignent une politisation de la justice et une instabilité du pays. Le Mexique est très dépendant des Etats-Unis qui représente 82% de ses exportations et a jusqu'ici été un grand bénéficiaire de la réduction du commerce entre son puissant voisin et la Chine. Pour l'instant, les élections se sont soldées par une chute conjointe du peso mexicain face au dollar et du **MEXBOL** (indice des principales actions cotées à la bourse de Mexico). Celui-ci est aujourd'hui en baisse de **8 %** environ depuis le début de l'année en pesos mexicains et de **12 %** en euros.

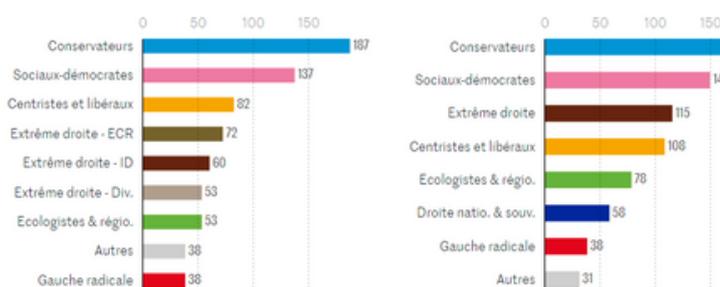
Quasiment partout en Occident, les électeurs expriment leur insatisfaction, en dépit d'un niveau de chômage relativement bas, par des votes en faveur des partis d'opposition. En France, en Italie et en Allemagne, les électeurs confirment un virage vers la droite radicale ou souverainiste mais sans que cela modifie sensiblement les rapports de force au parlement européen où la coalition centriste demeure majoritaire. Toutefois, les résultats sont suffisants pour faire renaître une inquiétude sur le risque de fragmentation de la communauté européenne. Les partis portés par les électeurs étaient jusqu'à une période récente hostile à l'intégration européenne. En effet par rapport au parlement élu en 2019, en 2024, plus de sièges ont été alloués aux partis d'extrême droite. La baisse s'est perpétuée sur les marchés européens, et nous avons vu un secteur financier très affecté. Cela est en grande partie due à l'appréhension des investisseurs face à de potentielles mesures prises par le nouveau gouvernement qui augmenteraient la dette sans accroître les recettes.

Evolution des rapports de force au Parlement européen

Couleurs adaptées aux personnes daltoniennes

NOUVEAU PARLEMENT

PARLEMENT ÉLU EN 2019

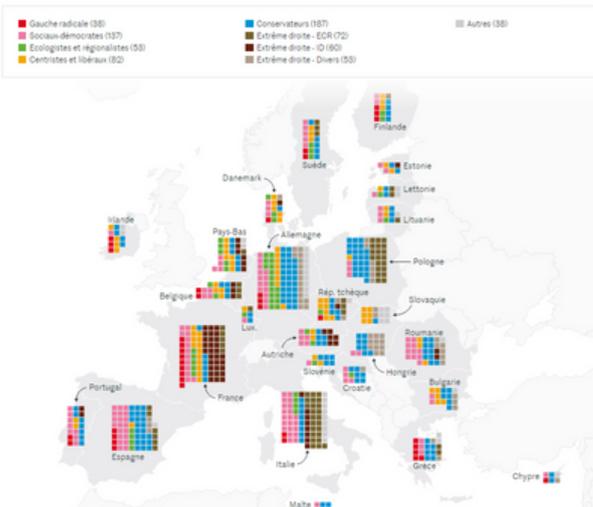


Article LE MONDE, Résultats européennes 2024 : les sièges, pays par pays, et la composition du futur Parlement, Maxime Ferrer, Manon Romain et Pierre Breteau, le 09 juin 2024 à 18h31, modifié le 10 juin 2024 à 08h09.

Qui sont les 720 députés européens ?

Ce cartogramme représente les 720 députés et députées élus le 9 juin. Ils sont répartis par pays et par tendance politique.

Couleurs adaptées aux personnes daltoniennes



Au-delà de ces élections, l'annonce d'Emmanuel Macron a de nouveau conduit les Français aux urnes. Le dimanche 30 juin restera une date clé de l'histoire de la République française, peut-être un tournant. En effet, pour la première fois de son histoire, notre République a vu l'extrême droite arriver en tête de ces élections législatives anticipées. 29,25 % des suffrages soit environ 9 millions de Français.

La peur est de tout côté, car si l'extrême droite a toujours fait peur, le NFP qualifié par certains d'extrême gauche ne rassure pas plus. Ainsi, malgré certaines triangulaires, dans beaucoup de circonscriptions le candidat étant arrivé 3ème s'est désisté, le vote se jouera entre ces deux choix. L'appréhension se trouve également dans le fait de privatiser ou de nationaliser certaines entreprises.



Scenario NFP

Majorité Nouveau Front Populaire :

Il s'agit du programme que l'on pourrait considérer comme le plus « anti-marché » et qui engagera une plus grande hausse de la dépense publique.

Concernant les marchés actions, cette possibilité s'avérerait désastreuse, impliquant un risque de recul majeur de l'économie française et d'une fiscalité punitive, ce qui pourrait engendrer un exode des capitaux et des entreprises.

Les principales inquiétudes sur le programme du NFP sont les suivantes :

- Inspiré de LFI, il souhaite un barème d'imposition progressif à 14 tranches dont la plus élevée serait 90 %. Cependant un avis du conseil d'état analysant la jurisprudence du conseil constitutionnel considère que le taux maximum des impositions ne peut dépasser 66 % des revenus (nous y sommes déjà si les prélèvements sociaux et la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus sont ajoutés au taux marginal d'imposition de 45 %).

- La taxation de l'héritage se fera selon la loi au moment du décès, c'est cette dernière qui s'appliquera. Néanmoins, nous imaginons que le projet de taxer 100 % des successions au-delà de 12 millions d'euros ne tiendra pas devant le conseil constitutionnel.
- La rétroactivité fiscale en matière d'impôt sur le revenu signifie que si le nouveau gouvernement modifie le barème de l'IR (augmentation des taux ou des seuils) une loi de finance rectificative promulguée AVANT le 31/12/2024 peut revenir sur toute l'année 2024.
- La Flat Tax peut être remise en cause, les 12.8 % de taxation ne sont pas libératoires, seuls les prélèvements sociaux de 17.2 % le sont.

En revanche :

- Il n'y a pas de rétroactivité pour les donations.
- Les plus-values immobilières sont quant à elles libératoires.

Majorité relative Rassemblement National (avec possible alliance à droite) :

Ce serait un programme économique plus stable et certainement mieux appréhendé par les marchés.

Nous serons face à un « scenario Meloni », Ce scenario découle d'une potentielle alliance entre l'extrême droite et la droite dite conservatrice, elle est la première figure dirigeante de droite nationaliste à gouverner en incluant le centre-droit. Elle a réussi, malgré les diverses controverses à rapidement normaliser son image.

Concernant les mesures politiques, nous serions dans une position de blocage, ainsi il n'y aurait pas de possibilité d'adopter des mesures que l'on pourrait qualifier de « dangereuses » pour certains secteurs (chaines de télé, autoroutes).

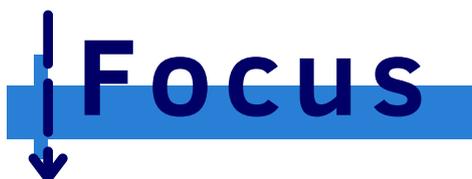
Cependant, cela serait synonyme d'aucune mesure d'économie, ce qui pourrait continuer à inquiéter.

Majorité absolue Rassemblement National :

Nous sommes face au programme économique le moins crédible, engageant tout de même le prolongement de la hausse du déficit public.

Si cette éventualité se concrétise, l'incertitude reste de mise quant à une majorité absolue du RN disposant d'une latitude importante.

Néanmoins, J. BARDELLA, se veut rassurant afin d'obtenir le plus de suffrages, édulcore petit à petit ses mesures les plus fortes.



FED

Le 12 juin 2024 la FED a décidé de ne pas toucher à son taux directeur. Cette précaution est motivée par plusieurs arguments de la part de la banque centrale américaine. Tout d'abord, les perspectives d'inflation se maintiennent toujours au-dessus de 2 % qui reste l'objectif à atteindre, puis la croissance et le marché du travail restent stimulants.

Nous pouvons nous attendre à une baisse du taux directeur vers le mois de septembre, les anticipations à fin 2024 sont de deux baisses, moins qu'estimé il y a encore quelques semaines.



BCE

Le 6 juin, la BCE a amorcé une baisse de ses taux directeurs de 25 points de base. Cela reste une surprise étant donné que la BCE a souvent attendu les mouvements de la FED avant de se positionner, avec parfois un délai assez important.

Cela n'est pas forcément contrariant étant donné que les cycles économiques européens et américains ne concordent pas, en effet les taux de chômage, d'inflation ou de croissance sont discordants.



CHINE

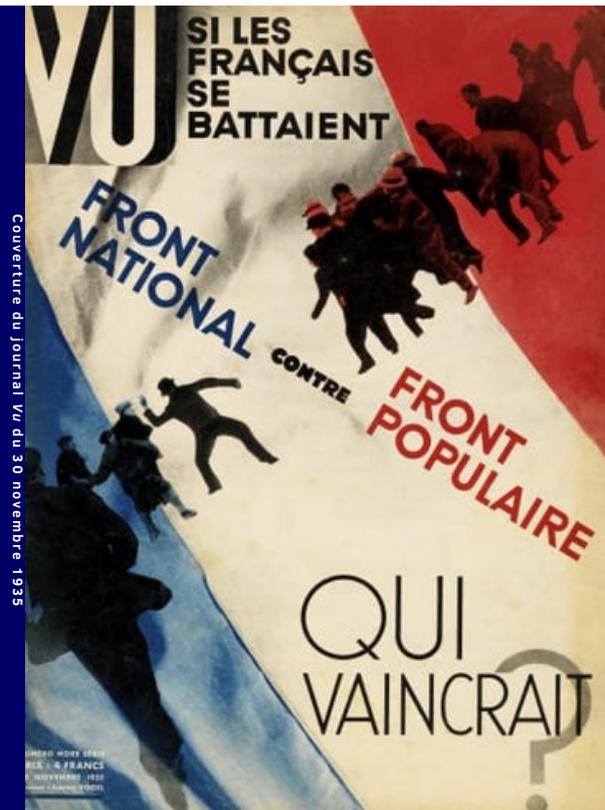
En Chine, le PIB devrait croître de 5 % en 2024. L'activité industrielle s'améliore nettement, mais le moral du consommateur demeure faible. Les autorités chinoises poursuivent ainsi l'ajustement de leur politique monétaire. Il s'agit de stimuler la consommation des ménages et de faciliter la stabilisation du secteur immobilier. On parle maintenant du rachat direct par le gouvernement chinois de résidences invendues afin de réduire les stocks sur le marché qui demeurent trop élevés. Toutefois, sur le sujet de l'immobilier comme sur celui de l'endettement des provinces, la période d'ajustement et d'assainissement sera vraisemblablement très longue.



Ainsi, il nous faudra attendre le 7 voire le 8 juillet afin de réellement connaître l'issue du scrutin de ces législatives anticipées. Cependant, nous pouvons souligner que les marchés ont déjà amorcé la réduction des primes de risque spécifique au pays. La Bourse de Paris avait également presque compensé son retard.

Gardons la tête froide et n'oublions pas que la France peut profiter de la protection de l'« Euro », la monnaie commune étant équipée d'un ensemble d'outils renforcés afin d'évaluer et maîtriser le risque de variation des taux d'intérêt des dettes souveraines de ses membres.

Nous rendons-nous vers un scénario L. TRUSS ou un scénario G. MELONI ?



[CONTACTEZ-NOUS !](#)

[ACCÈS CLIENT](#)

Avertissement

Ce document a été réalisé par NS GROUPE™, reflétant ses convictions, et n'est diffusé qu'à titre informatif. Les informations contenues ne constituent en aucun cas une incitation à acheter ou à vendre des titres, ni une quelconque sollicitation ou offre de souscription. Aucune garantie, exprimée ou implicite, ne saurait être attachée au présent document, ni de la part de la société, ni de ses dirigeants, en ce qui concerne l'exactitude, l'intégralité ou la précision des informations qui y sont contenues. De la même façon, la société et ses dirigeants déclinent toute forme d'engagement ou de responsabilité auprès de ceux qui auront pris connaissance de ce document. Les performances passées ne sauraient préjuger des performances futures. Les investisseurs sont susceptibles de subir de lourdes pertes par rapport à leur investissement initial selon l'évolution des marchés et des cours de change.



NS GROUPE

Votre gestion financière sur-mesure

NS GROUPE™ - ÉVREUX

9 rue Victor Hugo - 27000 ÉVREUX

Tél. : 02 32 62 03 98

NS GROUPE™ - LILLE

10 rue Faidherbe - 59000 Lille

Tél. : 03 20 42 01 17

NS GROUPE™ - PARIS

153 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Tél. : 01 42 26 50 14

